

Frères musulmans : pourquoi leur déroute au Moyen-Orient pourrait renforcer leurs réseaux en Europe

Les Frères musulmans ont perdu une grande partie de leur influence politique au Moyen-Orient, sous l'effet de la répression, des divisions internes et des changements de régime. Mais cet affaiblissement ne signifie pas la disparition du mouvement. Ses réseaux pourraient gagner en autonomie en Europe.

[Michel Fayad](#)



Ce qu'il faut en retenir :

- **Un mouvement affaibli** : la répression et les divisions ont brisé la puissance politique des Frères musulmans au Moyen-Orient, sans effacer ses réseaux ni son idéologie.
- **Une fracture profonde** : les directions de Londres et d'Istanbul s'opposent sur la légitimité, la stratégie et le contrôle des ressources.
- **Des approches occidentales différentes** : Washington sanctionne certaines branches et responsables des Frères musulmans ; la France privilégie les outils de lutte contre l'extrémisme.
- **Un possible déplacement vers l'Europe** : l'affaiblissement régional pourrait accroître l'autonomie des réseaux européens.

Atlantico : Entre divisions internes, répression en Égypte et en Tunisie et marginalisation en Syrie, les Frères musulmans semblent considérablement affaiblis au Moyen-Orient. Dans quel état se trouve réellement le mouvement aujourd'hui ?

Michel Fayad : Je répondrais en séparant trois choses qu'on confond trop souvent : le pouvoir, l'organisation, l'idée. Sur les trois, le diagnostic n'est pas le même.

Le pouvoir a été brisé. En Égypte, la répression menée depuis 2013 a pratiquement détruit leur capacité d'action politique ouverte : le guide suprême Mohamed Badie est en prison depuis cette date, les cadres sont incarcérés, les biens saisis. En Tunisie, Ennahda a été décapité par la justice de Kaïs Saïed : Rached Ghannouchi a été condamné, le 3 juin 2026, à la perpétuité assortie de trente ans dans l'affaire dite de « l'appareil secret », une condamnation prononcée dans un contexte judiciaire très contesté. En Syrie, la chute d'Assad n'a rien rendu aux Frères : le nouveau pouvoir est issu de Hay'at Tahrir al-Cham, pas de la confrérie, qui reste à la marge. Mais il faut rappeler ce qu'est ce nouveau

pouvoir : Hay'at Tahrir al-Cham est l'ancienne filiale syrienne d'al-Qaida, longtemps connue sous le nom de Front al-Nosra, fondée en 2012 par al-Joulani, l'actuel président al-Charaa. Et al-Qaida procède elle-même du courant le plus radical des Frères musulmans : son idéologie descend de Sayyid Qotb, transmise à Ben Laden par ses maîtres saoudiens, Mohammed Qotb, frère de Sayyid, et le prédicateur frériste Abdallah Azzam. La confrérie est la matrice de la plupart des organisations islamistes sunnites, jusqu'à leurs formes les plus violentes.

Et pourtant, le tableau serait faux s'il s'arrêtait là. Regardez la Jordanie. L'appareil y a été interdit le 23 avril 2025 mais son expression politique n'a pas disparu. Le Front de l'action islamique avait remporté 31 sièges aux législatives de septembre 2024, son meilleur score en trente-cinq ans, devenant le premier bloc d'opposition ; le parti n'a pas été dissous, seuls ses locaux ont été perquisitionnés. Il continue de siéger, sous un nouveau nom, « Parti de la Oumma », depuis avril 2026. C'est ma thèse en miniature : frapper une structure ne fait pas disparaître la mouvance.

Le constat d'ensemble, c'est celui de *The Economist* en août 2026 : le mouvement est sans doute plus divisé et plus faible qu'il ne l'a jamais été depuis les printemps arabes. Mais il garde des cadres, des réseaux, une doctrine. La question n'est plus de savoir *s'ils* survivront, mais sous quelle forme.

La scission entre les directions de Londres et d'Istanbul est-elle une simple guerre de chefs ou une fracture plus profonde du mouvement ?

Les deux. Mais la querelle d'hommes n'est que la surface d'une crise institutionnelle, financière et stratégique.

Tout part de 2021. Ibrahim Mounir, qui pilote depuis Londres, dissout les structures turques ; Mahmoud Hussein, à Istanbul, réplique en niant sa légitimité. La mort de Mounir en 2022 ne règle rien. Salah Abdel Haq reprend la faction londonienne, et l'on se retrouve avec deux directions, deux conseils de la Choura, deux sites, chacun se présentant comme la confrérie authentique. S'y ajoute un troisième pôle, parfois appelé « Courant du changement ».

Le signe que la fracture est réelle, et pas seulement verbale ? Ils n'arrivent plus à adopter une position commune sur les grandes crises régionales. La guerre de douze jours entre l'Iran et Israël, en juin 2025, l'a montré : l'institut Rasanah établit que la fragmentation actuelle a détruit leur capacité à coordonner une ligne unifiée : quand Londres exprimait sa solidarité avec Téhéran, la branche syrienne refusait de prendre parti et Istanbul se taisait. Et sous l'idéologie, il y a l'argent : Hussein contrôle les biens, les sociétés turques et les liquidités, pendant que Londres revendique la légitimité internationale avec des moyens réduits. Voilà le paradoxe : la clandestinité et la discipline, longtemps des instruments de survie, sont devenues des moteurs de division.

Que change concrètement la décision américaine de désigner certaines branches des Frères musulmans comme organisations terroristes ?

Un changement majeur à condition d'en mesurer la portée exacte. Le 13 janvier 2026, le Département d'État a désigné la branche libanaise, al-Jamaa al-Islamiyah, comme organisation terroriste étrangère et comme terroriste mondial spécialement désigné, tandis que le Trésor visait les branches égyptienne et jordanienne pour leur soutien matériel au Hamas, dans le cadre du décret présidentiel de novembre 2025. Le choix du Liban n'est pas fortuit : la branche libanaise, la Jamaa Islamiya, dispose d'un bras armé, les Forces al-Fajr, qui combat Israël aux côtés du Hezbollah pendant la guerre depuis octobre 2023. C'est cet engagement armé qui lui vaut le statut le plus sévère, celui d'organisation terroriste étrangère.

Concrètement : gel des avoirs sous juridiction américaine, interdiction de toute transaction, et, pour la branche classée organisation terroriste étrangère, le simple fait de lui apporter un soutien matériel devient un crime. La portée pratique dépasse donc les seules institutions américaines, car les sanctions de ce niveau produisent des effets de conformité et de risque bien au-delà des États-Unis.

Le basculement le plus intéressant est ailleurs. Washington ne traite plus ces composantes comme des acteurs politiques ou religieux, mais comme les maillons d'un réseau susceptible de financer le terrorisme. Et cette logique passe désormais les frontières du Moyen-Orient : le 23 juillet 2026, le Trésor a désigné Mahmoud al-Abyari, dirigeant de la branche égyptienne installé au Royaume-Uni et secrétaire général du Secrétariat général de la confrérie. On est donc passé de « Washington sanctionne des branches au Moyen-Orient » à « Washington atteint un responsable frériste basé à Londres ». C'est un signal fort. Mais la précision de départ reste décisive : on cible des branches et des personnes, pas la confrérie mondiale en bloc.

Pourquoi la France et l'Union européenne restent-elles sur une ligne différente de celle de Washington ?

Je récuse d'emblée l'image d'un Washington combattant et d'une Europe indifférente. La formule juste est plus dérangeante : Paris a durci son analyse, mais a choisi un autre instrument.

Le diagnostic français a bel et bien changé, avec le rapport « Les Frères musulmans et l'islamisme politique en France », présenté en Conseil de défense le 21 mai 2025. Simplement, la réponse n'est pas américaine. Le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez l'a dit sans détour dans *Le Monde* en mai 2026 : inscrire les Frères musulmans comme organisation terroriste serait « impossible à mettre en œuvre et juridiquement fragile », la France préférant agir au cas par cas. La logique française, c'est le séparatisme, l'entrisme, les outils administratifs et judiciaires : dissolutions, fermetures, gels de fonds.

Au niveau européen, le décalage est franc. L'Assemblée nationale a voté, le 22 janvier 2026, une résolution demandant l'inscription des Frères sur la liste terroriste de l'UE, mais c'est un texte non contraignant, adopté par 157 voix contre 101, que le gouvernement n'a pas transformé en démarche. Et la Commission européenne s'en tient au principe selon lequel l'initiative revient aux États membres. La confrérie ne figure donc pas sur la liste terroriste de l'UE. Je résumerais ainsi : Washington emploie l'arme antiterroriste ; Paris et Bruxelles emploient, pour l'instant, les instruments contre l'entrisme. L'Europe n'est pas moins inquiète ; elle n'utilise pas le même levier.

L'histoire des Frères musulmans montre qu'ils ont survécu à plusieurs tentatives d'éradication. Qu'est-ce qui explique cette capacité de résilience ?

C'est le cœur du sujet, et la raison pour laquelle je ne crois pas à une disparition pure et simple. La confrérie a déjà traversé des répressions d'une brutalité extrême, et s'est chaque fois reconstituée. Fondée en 1928, elle a connu une première dissolution en 1948 : après l'assassinat du Premier ministre égyptien Mahmoud al-Nuqrashi, attribué à des membres de la confrérie, celle-ci fut dissoute, avant que son fondateur Hassan al-Banna ne soit lui-même assassiné en 1949. Elle fut de nouveau brisée sous Nasser dans les années 1950, ses dirigeants emprisonnés ou pendus.

Si elle a survécu, c'est qu'elle n'a jamais été seulement un parti. Elle combine une idéologie, une organisation militante, un ancrage social et éducatif, et une vraie capacité de fonctionnement clandestin. Réprimer les cadres n'efface pas le maillage associatif. La recherche historique relève même un paradoxe : la prison a parfois resserré les liens internes et assuré une continuité souterraine.

Il faut donc distinguer trois disparitions possibles : celle d'une direction, celle d'une organisation, celle d'une idée. Les deux premières peuvent survenir sans la troisième et c'est justement ce que disent aujourd'hui certains Frères en exil, qui séparent explicitement « l'organisation » de « l'idée ». Une réserve, par honnêteté : l'échec au pouvoir de 2011-2013 a été plus destructeur que les répressions passées, parce qu'il a entamé le mythe même du mouvement. Et la crise actuelle est inédite : fracture interne, répression régionale et désignations occidentales, en même temps. Une mutation vers des structures plus décentralisées est un scénario plausible ; ce n'est pas encore un fait établi.

Leur affaiblissement au Moyen-Orient signifie-t-il pour autant un recul de leur influence en France et en Europe ?

Non, pas mécaniquement et c'est là le paradoxe. Quand une organisation perd sa capacité d'agir dans son pays d'origine, ses réseaux extérieurs pèsent, relativement, plus lourd pour sa communication, ses ressources et sa continuité. J'insiste sur le conditionnel : l'affaiblissement du centre moyen-oriental pourrait renforcer l'autonomie des réseaux implantés en Europe, d'autant qu'ils se sont bâtis comme des structures formellement indépendantes et décentralisées, difficiles à saisir comme un corps unique. C'est une hypothèse d'analyse, pas une réalité démontrée, et je la présente comme telle.

En revanche, une limite doit être posée nettement : la présence de personnes ou d'organisations proches de la mouvance ne signifie pas qu'il s'agisse d'organisations terroristes. C'est précisément ce qui sépare l'approche française de la politique américaine.

Ma conclusion : nous n'assistons pas à un transfert mécanique de l'influence du Moyen-Orient vers l'Europe, mais à un déplacement du centre de gravité de la mouvance. Les Frères musulmans sont aujourd'hui beaucoup plus faibles comme force politique régionale unifiée qu'ils ne l'étaient au lendemain des printemps arabes. Mais ils ne sont pas pour autant devenus insignifiants comme courant idéologique et réseau transnational. C'est pourquoi je parlais de mutation plutôt que d'extinction.

Michel Fayad a publié "Après la guerre ? La menace à nos portes" aux éditions Fayard

[Lien vers la boutique : cliquez ICI](#)



MOTS-CLES

[Frères musulmans](#), [moyen orient](#), [Turquie](#), [Egypte](#), [Arabie Saoudite](#), [Syrie](#), [Iran](#), [Michel Fayad](#), [terrorisme](#), [mouvement terroriste](#), [entrisme](#), [lutte contre le terrorisme](#), [réseaux](#), [attaque terroriste](#), [menace islamiste](#), [terroristes](#), [influence](#), [États-Unis](#), [Royaume-Uni](#), [Liban](#), [organisation](#)